

Note d'analyse
Octobre 2026

Enseignements de
groupes de discussion,
juillet 2026

Auteur
Ebuteli

RDC : un pays inquiet, un président toujours populaire

Au début de cette année, Ebuteli a commandé un sondage national qui a révélé¹ un paradoxe frappant dans l'opinion publique congolaise. Les Congolais interrogés se disaient profondément inquiets quant à l'orientation du pays, à l'économie, à l'insécurité, à la corruption et au fonctionnement des institutions publiques. Pourtant, les dirigeants du gouvernement — et en premier lieu le président Félix Tshisekedi — restaient personnellement populaires, alors que la confiance dans bon nombre des institutions qu'ils dirigent était bien plus faible.

Afin de mieux comprendre cette apparente contradiction, Ebuteli a organisé en juillet 2026 une série de groupes de discussion (*focus groups*) à Kinshasa, Butembo, Matadi, Bandundu-ville, Mwene-Ditu et Lubumbashi. Objectif : comprendre pourquoi les citoyens pouvaient être insatisfaits de l'État et des performances du gouvernement tout en continuant à exprimer leur confiance envers certains dirigeants politiques.

Les discussions ont révélé une tendance constante. Les participants ont souvent fait la distinction entre le président Tshisekedi d'une part, et le gouvernement ainsi que les institutions de l'État d'autre part. Beaucoup le décrivaient comme un patriote, déterminé à défendre le pays, ou comme un dirigeant doté d'une bonne vision mais mal servi par ses ministres, ses conseillers, ses parlementaires, les autorités provinciales ou les administrations publiques. Dans plusieurs villes, les participants ont également souligné qu'il était un « *mwana mboka* » — littéralement, un « fils du pays » — dont l'identité et la loyauté congolaises étaient, à leurs yeux, incontestables.

Dans le même temps, les participants se sont montrés très critiques à l'égard des institutions. Les partis politiques ont souvent été présentés comme des moyens d'avancement personnel plutôt que comme les vecteurs de programmes ou d'idées. Les organismes gouvernementaux, les institutions représentatives, les autorités provinciales et le système judiciaire ont fréquemment été associés à la corruption, à une mise en œuvre défailante des politiques publiques ou à des intérêts privés. Cela contribue à expliquer le paradoxe central mis en évidence par le sondage : la confiance politique en RDC apparaît fortement personnalisée, alors que la confiance dans les institutions est bien plus faible.

¹ Ebuteli, *Près de 60 % des Congolais pensent que le pays va dans la mauvaise direction, mais épargnent leurs dirigeants*, rapport sondage, juin 2026, disponible sur <https://www.ebuteli.org/publications/rapports/pres-de-60-des-congolais-pensent-que-le-pays-va-dans-la-mauvaise-direction-mais-epargnent-leurs-dirigeants>

Les participants ont décrit un pays confronté à une crise généralisée d'insécurité, de chômage, de hausse des prix, de corruption, de détérioration des infrastructures et d'accès limité à la santé et à l'éducation.

Les groupes de discussion suggèrent également que le mécontentement à l'égard des politiques publiques concerne souvent davantage la mise en œuvre que les objectifs déclarés. Les participants ont régulièrement cité l'enseignement primaire gratuit, les soins de maternité gratuits, les routes, les écoles, les hôpitaux et d'autres infrastructures comme de véritables avancées.

Mais ils ont également souligné la surpopulation des salles de classe, la mauvaise qualité des constructions, les pénuries de médicaments et la persistance de paiements informels pour des services censés être gratuits.

Enfin, les discussions montrent que les attitudes à l'égard de la démocratie et de la guerre dans l'Est ne se réduisent pas toujours à de simples catégories « pour » ou « contre ». Les participants restaient souvent attachés aux élections et aux libertés politiques tout en doutant que les institutions existantes garantissent l'exercice effectif de la responsabilité publique. De même, certains pouvaient être favorables à la négociation avec le Mouvement du 23 mars (M23) et le Rwanda tout en continuant à soutenir les FARDC et d'autres formes de résistance armée congolaise.

Dans l'ensemble, les groupes de discussion mettent en évidence un système politique dans lequel les citoyens nourrissent de grandes attentes vis-à-vis de l'État, jugent sévèrement les performances des institutions, tout en continuant à accorder une confiance importante à certains dirigeants. Le fossé entre la confiance accordée aux personnalités politiques et celle accordée aux institutions constitue donc l'un des principaux enseignements qui se dégagent de ces discussions.

Analyse

1. Un pessimisme généralisé quant à l'orientation du pays

Dans la quasi-totalité des groupes de discussion, les participants ont décrit un pays confronté à une crise généralisée d'insécurité, de chômage, de hausse des prix, de corruption, de détérioration des infrastructures et d'accès limité à la santé et à l'éducation. L'ampleur de ces préoccupations contribue à éclairer le pessimisme constaté dans le sondage national, dans lequel 58 % des personnes interrogées ont déclaré que la RDC allait dans la mauvaise direction.

À Bandundu-ville, les participants ont lié la détérioration des conditions de vie, à la violence locale, au chômage, au détournement de fonds publics et à l'inflation. À Kinshasa, les préoccupations portaient à la fois sur la guerre dans l'Est et sur la criminalité urbaine, notamment le phénomène des « Kuluna », ainsi que sur le comportement de la police. À Lubumbashi, les participants ont également mis l'accent sur la corruption, le tribalisme, le favoritisme politique, les problèmes dans le secteur minier et une perception de concentration des investissements publics dans la capitale.

2. Les politiques sont reconnues, mais leur mise en œuvre est contestée

La construction de routes a probablement été la réalisation du gouvernement la plus fréquemment saluée au sein des groupes de discussion. Les participants ont également mentionné les investissements dans les universités, la gratuité de l'enseignement primaire, la gratuité des soins de maternité, la régularisation de certains fonctionnaires et les initiatives diplomatiques.

Ces réalisations ont toutefois presque toujours été immédiatement nuancées par des critiques concernant leur mise en œuvre.

Un argument est
revenu
régulièrement au
cours des
discussions :
Tshisekedi a
peut-être une
bonne vision,
mais il est mal
entouré, mal
conseillé ou mal
servi par ses
collaborateurs.

Les participants ont décrit des salles de classe surpeuplées, des infrastructures et des équipements insuffisants, des conditions de travail difficiles pour les enseignants et la perception persistante de contributions parentales au titre des frais de scolarité. Les résultats de l'enquête confirment cette distinction. Cinquante-quatre pour cent des personnes interrogées ont estimé que l'enseignement primaire gratuit fonctionnait bien, tandis que 45 % n'étaient pas d'accord. Les soins de maternité gratuits ont été évalués de manière plus négative : 50 % ont déclaré qu'ils fonctionnaient mal, contre 45 % qui les ont évalués positivement.

Les groupes de discussion dressent donc le portrait d'un État capable d'annoncer et de lancer des programmes ambitieux, mais moins aptes à les mettre en œuvre de manière fiable.

3. Le paradoxe Tshisekedi

Le thème le plus marquant des discussions est la distinction que de nombreux participants établissent entre leur jugement sur le pays et celui qu'ils portent sur le président Félix Tshisekedi. Le sondage avait initialement mis en évidence ce paradoxe : alors que 58 % estimaient que le pays allait dans la mauvaise direction, 86 % exprimaient une opinion favorable à l'égard de Tshisekedi, dont 52 % une opinion très favorable.

Les groupes de discussion suggèrent plusieurs explications. **La première concerne le nationalisme et la souveraineté.** Certains participants ont salué le fait que Tshisekedi ait clairement identifié le Rwanda comme le principal agresseur extérieur et adopté un discours ferme sur la souveraineté nationale. Pour ces participants, son activisme diplomatique semble renforcer son image de défenseur des intérêts nationaux, même lorsque les résultats militaires sont jugés décevants. Des voix discordantes ont également été émises. À Lubumbashi par exemple, d'autres participants, tout en reconnaissant certaines avancées, estimaient que le pays était « dans le gouffre » et mettaient en doute la capacité du pouvoir à mettre fin à la guerre.

Une deuxième explication concerne l'identité personnelle et « l'authenticité ». À Bandundu-ville et ailleurs, les participants ont décrit Tshisekedi comme « *mwana mboka* », « *mwanaetu* » — « un fils du pays » ou « notre frère » — ou comme un dirigeant dont l'identité congolaise n'est pas contestée. Cela semble avoir son importance dans un contexte politique, dans un passé récent, où la loyauté nationale de certains dirigeants a été remise en question.

Une troisième explication réside dans la distinction que font les participants entre les intentions et les résultats. Un argument est revenu régulièrement au cours des discussions : Tshisekedi a peut-être une bonne vision, mais il est mal entouré, mal conseillé ou mal servi par ses collaborateurs. Les échecs sont donc attribués aux ministres, aux conseillers, aux parlementaires, aux autorités provinciales ou aux administrations publiques plutôt qu'au président lui-même.

Cette lecture n'est toutefois pas unanime. Certains participants estiment qu'après plusieurs années au pouvoir, le président doit être tenu responsable de ceux qu'il nomme. D'autres critiquent ses nombreux déplacements, les promesses non tenues, ou ce qu'ils considèrent comme une surexposition médiatique présidentielle.

Les raisons invoquées pour expliquer la popularité de Tshisekedi varient selon les régions. À Bandundu-ville et à Tshangu (Kinshasa), les participants ont mis l'accent sur l'identité de Tshisekedi en tant que « vrai Congolais ».

Les participants pouvaient parler en bien de certaines personnalités politiques tout en décrivant les institutions qu'elles représentent comme corrompues, inefficaces ou sous l'emprise d'intérêts particuliers.

À Butembo et à Lubumbashi, le patriotisme s'exprimait davantage à travers sa position vis-à-vis du Rwanda et de la guerre dans l'Est. En revanche, le groupe de Mont-Amba à Kinshasa a rejeté beaucoup plus fermement l'idée d'une large popularité présidentielle, qualifiant ce soutien de flatteur ou de tribal.

4. Confiance envers les individus et profonde méfiance envers les institutions

Ce schéma ne se limite pas à Tshisekedi. Les participants pouvaient parler en bien de certaines personnalités politiques tout en décrivant les institutions qu'elles représentent comme corrompues, inefficaces ou sous l'emprise d'intérêts particuliers.

Les partis politiques étaient souvent décrits comme des instruments de promotion personnelle plutôt que comme des organisations structurées autour d'idées ou de programmes.

Les institutions représentatives, les autorités provinciales et certains échelons du système judiciaire étaient également régulièrement critiqués pour leur corruption ou leur faible de responsabilité.

Les participants de Bandundu-ville citaient souvent les FARDC, les églises et les médias comme des entités crédibles, tout en exprimant un profond scepticisme à l'égard des institutions élues. À Matadi, le respect envers les FARDC était particulièrement fort, mais les assemblées provinciales et les institutions politiques faisaient l'objet de vives critiques pour corruption et marchandage politique. À Kinshasa, notamment à Lukunga et à Mont-Amba, la méfiance était plus généralisée et plus systémique, les participants estimant que les institutions dépendaient excessivement des individus qui les contrôlaient.

Le sondage témoigne de ce clivage. Le gouvernement était l'institution la plus souvent identifiée comme corrompue, citée par 22 % des personnes interrogées, suivi du pouvoir judiciaire à 18 % et de l'Assemblée nationale à 16 %. Pourtant, la Première ministre Judith Suminwa a recueilli 69 % d'avis favorables. Le président de l'Assemblée nationale, Aimé Boji, a recueilli 56 % d'avis favorables, alors que seulement 43 % des personnes interrogées ont déclaré faire confiance à son institution ; Jean-Michel Sama a recueilli 60 % d'avis favorables, tandis que la confiance dans le Sénat s'élevait à 45 %.

5. Sécurité : lassitude face à la guerre, confiance persistante envers l'armée

La proximité et la perception de l'insécurité varient fortement d'un site à l'autre. À Butembo, la guerre n'était pas une question nationale abstraite : les participants ont évoqué directement les activités de l'Allied Democratic Forces ADF et du M23, ainsi que les conséquences de l'insécurité sur cette cité commerciale majeure. À Bandundu-ville, les participants associaient l'insécurité dans l'Est à des violences plus proches de chez eux, notamment celles liées aux milices Mobondo et au banditisme urbain. Les groupes de Kinshasa ont mis l'accent sur les « Kuluna », les cambriolages, le comportement de la police et la crainte des arrestations arbitraires, parallèlement à la guerre dans l'Est. À Lubumbashi, les participants associaient leurs préoccupations concernant la guerre à l'insécurité urbaine, aux tensions politiques et aux problèmes liés à l'économie minière.

Les discussions des groupes de discussion font apparaître une forte préoccupation face à la persistance de la guerre et à l'incapacité des autorités à rétablir durablement la sécurité. À Kinshasa, à Bandundu et à Lubumbashi, l'insécurité revient parmi les principaux motifs d'insatisfaction, aux côtés du chômage et de la précarité sociale. Les participants évoquent l'occupation d'une partie du territoire, les promesses non tenues et le décalage entre les initiatives annoncées et les résultats obtenus. À Bandundu, certains dénoncent notamment l'attention accordée au changement de la Constitution alors que la reprise du contrôle des territoires occupés demeure une priorité.

Cette aspiration à la fin de la guerre coexiste toutefois, chez certains participants, avec le maintien d'une confiance critique envers les FARDC et la reconnaissance de leur rôle dans la défense du territoire.

Un participant du premier groupe de Bandundu l'exprime ainsi : « *L'armée, malgré le fait qu'elle soit politisée, fait des efforts pour qu'on ne perde pas le pays.* »

À Tshangu, les participants maintiennent également leur confiance envers les militaires, tout en déplorant leur rémunération insuffisante et les dérives qui peuvent en découler.

Le sondage d'avril replace ces attitudes dans un contexte national. Seuls 39 % des personnes interrogées ont estimé que le gouvernement gérât bien ou très bien la crise sécuritaire, soit sept points de moins qu'il y a deux ans, tandis que 30 % ont jugé sa gestion mauvaise ou très mauvaise. Dans le même temps, 75 % ont continué à exprimer leur confiance aux FARDC.

Conclusion

Les groupes de discussion contribuent à expliquer l'un des résultats les plus frappants du sondage national 2026 d'Ebuteli : un profond mécontentement vis-à-vis de la direction prise par le pays et des institutions publiques peut coexister avec une opinion personnelle très favorable de certains dirigeants politiques, en particulier le président Félix Tshisekedi. Plutôt qu'une simple incohérence, les groupes de discussion révèlent une logique politique assez cohérente. Les citoyens congolais semblent pragmatiques vis-à-vis des institutions et des politiques publiques, tout en restant très sensibles à la souveraineté, au leadership et aux résultats concrets. Ils continuent d'attendre de l'État qu'il assure la sécurité, l'emploi, l'amélioration du pouvoir d'achat, l'éducation, les soins de santé et la responsabilité publique. Leur frustration découle précisément du fossé entre ces attentes et leur expérience quotidienne.

Pour le gouvernement actuel, cela constitue à la fois un avantage et une vulnérabilité. Tshisekedi bénéficie actuellement d'une réserve substantielle de légitimité personnelle qui absorbe une partie du mécontentement dirigé contre l'État. Mais les groupes de discussion suggèrent que ce soutien n'est pas nécessairement illimité. L'argument selon lequel le président a de bonnes intentions mais de mauvais collaborateurs ne peut le protéger que tant que les citoyens continuent d'accepter cette distinction. La personnalisation du pouvoir peut donc protéger le président à court terme sans pour autant résoudre la faiblesse sous-jacente des institutions.

Méthodologie

Cette note s'appuie sur des groupes de discussion organisés en juillet 2026 à Kinshasa, Butembo, Matadi, Bandundu-ville, Mwene-Ditu et Lubumbashi. Au total, 19 groupes réunissant 150 participants ont été organisés. À Kinshasa, des discussions ont eu lieu à Lukunga, Funa, Mont-Amba et Tshangu. Les participants ont été sélectionnés de manière à refléter une diversité de profils sociopolitiques, de tranches d'âge, ainsi qu'une représentation équilibrée entre femmes et hommes. Parmi eux figuraient des acteurs politiques, des membres de la société civile, des représentants de différents groupes socioprofessionnels et des citoyens aux affiliations diverses.

Il convient de noter plusieurs limites. L'appartenance politique a clairement influencé certaines interventions. Dans plusieurs lieux, les animateurs ont observé une certaine réticence à s'exprimer ouvertement sur des sujets politiquement sensibles. Les groupes de discussion servent donc à interpréter des tendances et des raisonnements, et non à quantifier l'opinion publique.

À propos

Ebuteli est l'institut congolais de recherche sur la politique, la gouvernance et la violence, basé à Kinshasa. Notre bureau de Goma est momentanément fermé.

Site web : <https://ebuteli>

X (ex-Twitter) : [@ebuteli](#)
